

1. Position stratégique de New York avec l'écologie :

Pour commencer il est important de prendre en compte que la politique à New York a récemment évolué avec l'élection de Zohran Mamdani, qui a succédé Eric Adams en janvier 2026. Son programme met l'accent sur une « écologie populaire », lie justice sociale et environnementale.

New York traverse un tournant politique décisif. L'administration Adams, aux commandes jusqu'en janvier 2026, a construit des fondations solides pour la transition énergétique : des investissements massifs pour protéger la ville contre la montée des eaux, un plan de création d'emplois verts ambitieux, et un cadre législatif parmi les plus exigeants au monde. Ces efforts ont posé le décor. Mais c'est le nouveau maire élu, Zohran Mamdani, qui propose d'en changer l'esprit.

Sa conviction est simple : une transition écologique qui ne profite qu'aux plus aisés est une transition condamnée à l'échec. Il défend ce qu'il appelle une "écologie populaire", où justice sociale et ambition climatique avancent ensemble. Rendre les transports en commun gratuits, transformer des écoles en centres de résilience climatique, développer massivement les infrastructures pour vélos et piétons, autant de mesures qui s'adressent directement aux habitants ordinaires, pas seulement aux propriétaires capables de financer une rénovation.

Sur la question de la sobriété énergétique, Mamdani refuse l'approche punitive. Pour lui, consommer moins doit être le résultat d'alternatives attractives, pas d'une contrainte imposée d'en haut. Quant au secteur privé, la ville maintient une ligne ferme : les entreprises doivent jouer selon des règles fixées par la puissance publique, et non l'inverse. La transition ne peut pas être pilotée par des logiques de marché seules.

Sur le plan des coopérations, New York s'appuie sur le réseau C40 Cities pour échanger avec d'autres métropoles mondiales, partager des modèles qui fonctionnent et construire une dynamique collective. Face aux pressions fédérales, Mamdani tisse également des alliances avec d'autres maires progressistes américains pour défendre ensemble des politiques climatiques ambitieuses. New York se pense moins comme un modèle isolé que comme le moteur d'un mouvement plus large.

2. État des lieux : New York à l'heure de la décarbonation

New York mène l'une des transitions climatiques urbaines les plus audacieuses au monde. Ses efforts se déploient à trois échelles distinctes mais complémentaires, formant un ensemble cohérent face à l'urgence climatique.

À l'échelle de **l'habitat**, la ville a choisi l'électrification totale comme boussole. La *Local Law 97* impose depuis 2024 des plafonds stricts d'émissions carbone aux grands immeubles, avec des amendes dissuasives pour les propriétaires récalcitrants. L'ambition affichée est une réduction de 40 % des émissions du bâti d'ici 2030. Dans le même mouvement, toute nouvelle construction de moins de sept étages doit désormais renoncer au gaz et au fioul : pompes à chaleur et plaques à induction deviennent la norme. Pour ne laisser personne sur le bord de la route, le programme NYC Accelerator accompagne gratuitement les propriétaires dans leurs démarches : audits énergétiques, conseils techniques, orientation vers les financements

disponibles. C'est une approche qui reconnaît que la réglementation seule ne suffit pas sans un soutien concret.

À l'échelle du **quartier**, New York repense l'espace public en profondeur. Le programme Open Streets a pérennisé la fermeture de nombreuses artères à la circulation automobile, s'inspirant directement du modèle des superblocs barcelonais. Ces rues reconquises réduisent les îlots de chaleur et améliorent la qualité de l'air au quotidien. Dans les quartiers de Brooklyn et du Queens, des jardins de pluie et des revêtements poreux gèrent les eaux de tempête tout en rafraîchissant l'environnement immédiat. La ville expérimente également des bordures de trottoirs connectées à des capteurs numériques pour mieux réguler les livraisons et fluidifier la circulation des camions, une source majeure de pollution locale souvent négligée.

À l'échelle des **zones spécialisées**, les ambitions sont à la hauteur de la taille de la ville. Le port de Brooklyn se reconvertit en hub mondial pour l'éolien offshore, destiné à assembler et déployer les turbines des futurs parcs en Atlantique. Sur le réseau de transport, le MTA s'est engagé vers une flotte de bus 100 % électrique d'ici 2040, tandis que les véhicules de location comme Uber et Lyft devront être zéro émission d'ici 2030. Enfin, d'anciennes friches industrielles accueillent désormais d'immenses batteries de stockage d'énergie, permettant d'absorber la production renouvelable et d'éliminer progressivement les centrales thermiques polluantes qui s'activaient lors des pics de consommation.

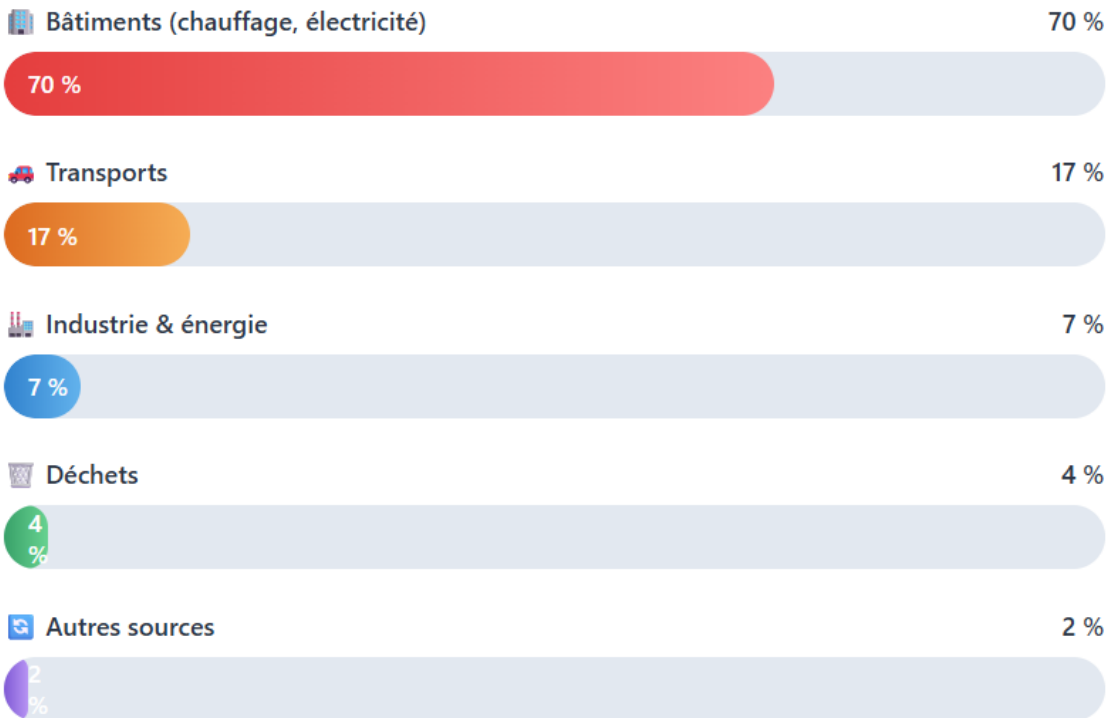
3. Rédaction d'un article précis qui pourrait être insérés dans le texte de projet juridique (TPJ).

Axe 1 – Énergie renouvelable et stockage : Exiger une part minimale d'énergies renouvelables dans le mix énergétique local (solaire, éolien offshore, biomasse), couplée à des infrastructures de stockage pour éviter la dépendance aux centrales thermiques lors des pics de consommation. New York en est un bon exemple avec ses batteries géantes installées dans d'anciennes zones industrielles.

4. Réalisation graphique d'un diagramme

Répartition des émissions de GES à New York City

Par secteur — Base : données PlaNYC / NYC Mayor's Office of Climate & Sustainability



Pourquoi ce graphique ? Les bâtiments représentent à eux seuls 70 % des émissions de gaz à effet de serre de New York, ce qui explique pourquoi la ville concentre ses efforts législatifs les plus ambitieux — comme la Local Law 97 — sur la décarbonation du bâti.

Source : PlaNYC — NYC Mayor's Office of Climate & Sustainability